



Services du Collège réuni
de la Commission communautaire commune
Diensten van het Verenigd College van de
Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

OBSERVATOIRE
DE LA SANTÉ ET DU SOCIAL
BRUXELLES



OBSERVATORIUM
VOOR GEZONDHEID EN WELZIJN
BRUSSEL



RÉGION DE
BRUXELLES-
CAPITALE

Non take-up.brussels : un phénomène de précarisations en développement

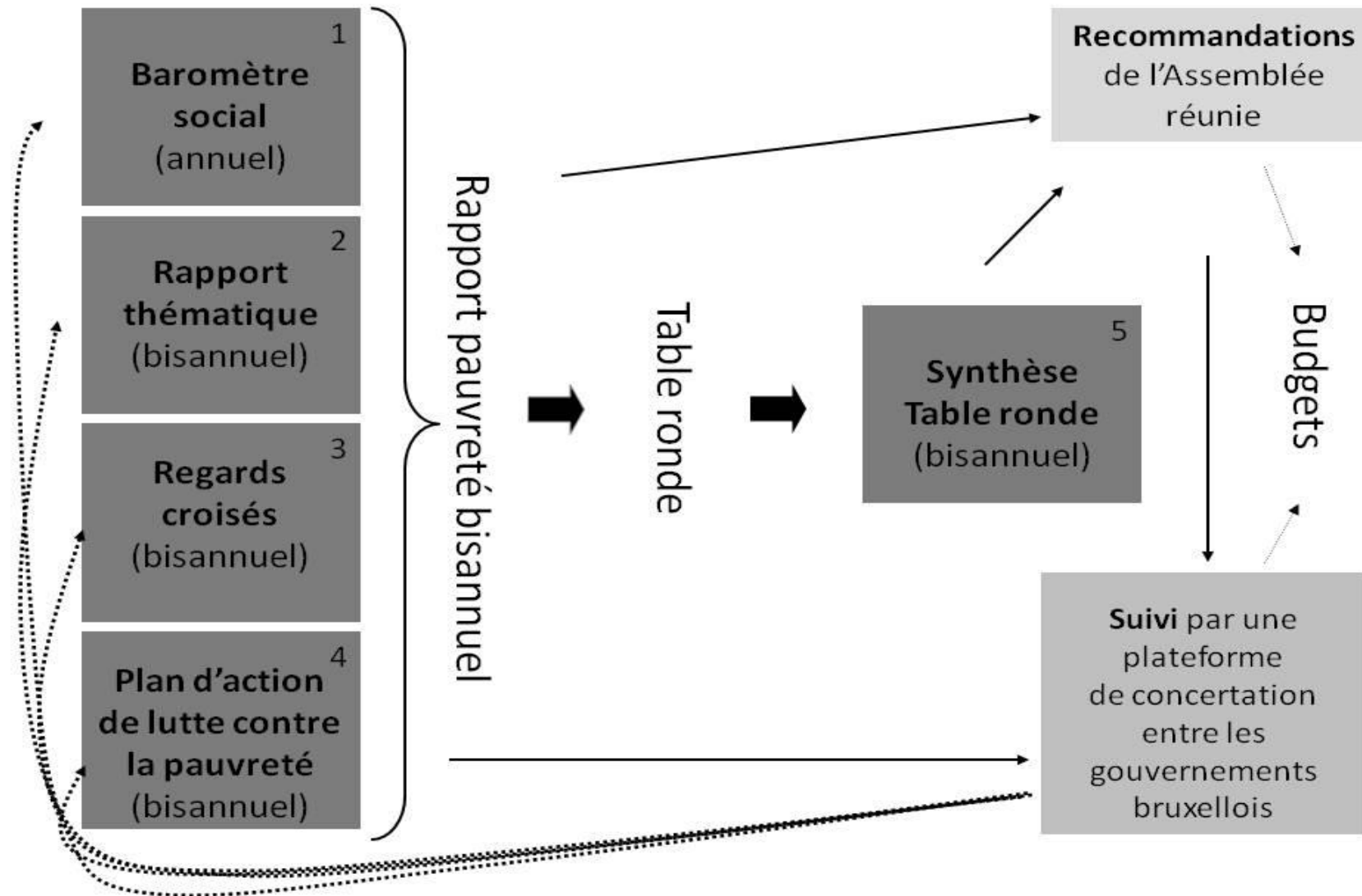
Jeudi de l'Hémicycle du Parlement francophone bruxellois 24 octobre 2019

Rapport bruxellois sur l'état de la pauvreté
Observatoire de la santé et du Social de la Région Bruxelles-capitale

Inoel@ccc.brussels

Rapport bruxellois sur l'état de la pauvreté (Ordonnance 20/07/2006)

processus scientifique, participatif et politique



Non-recours/non take-up et pauvretés en **contexte régional et urbain**

Définitions

« le non-recours renvoie à toute personne qui ne bénéficie pas d'une offre publique, de droits et de services, à laquelle elle pourrait prétendre »

« toute (non)-réalisation d'une offre publique de droits et de services »

Philippe Warin, [Odenore](#)

Approche des pauvretés **par** le non-recours aux droits (Warin, 2009)

Projets de recherches (TAKE, Innov'iris), données, taux de non-recours

OBSERVATOIRE
DE LA SANTÉ ET DU SOCIAL
BRUXELLES



OBSERVATORIUM
VOOR GEZONDHEID EN WELZIJN
BRUSSEL

Aperçus du non-recours aux droits sociaux et de la sous-protection sociale en Région bruxelloise

RAPPORT BRUXELLOIS SUR
L'ÉTAT DE LA PAUVRETÉ 2016



COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPS COMMISSIE

I. Situations **individuelles** de non-recours

II. Non-recours à des **droits sociaux
fondamentaux**

III. Analyse des **parcours** socio-administratifs

IV. **Enjeux** de l'automatisation et
recommandations

I. Situations individuelles de non recours

Typologie explicative du non-recours (Odenore, Philippe Warin)

non connaissance de droit(s)

non demande de droit(s)

non accès aux droit(s)

non proposition de droit(s)

→ *non take-up* et situations concrètes

exclusion de(s) droit(s)

→ éviter biais de l'invisibilisation par le droit

II. Non-recours et droits sociaux fondamentaux

Non take-up et droits fondamentaux en contexte urbain : spécificités

droit au logement

dispositifs régionaux, logement social et privé

droit à la formation

dispositifs régionaux formation

droit à l'emploi

droit à l'assurance chômage, contrôle, ...

droit à la santé

droit à ASSI, intervention majorée, aide médicale, ...

droit à un revenu

droit à l'intégration, droit à l'aide sociale

II. Non-recours et droits sociaux fondamentaux

Autres acteurs (associations, communauté et réseaux informels, services caritatifs, humanitaires, religieux, citoyens, ...) **assurent aide et accès aux besoins de base**

Dépendance **contrainte** et **humiliations**

Non take-up : fait social & prégnance **facteurs administratifs**

III. Analyse des parcours socio-administratifs

Parcours influencés par institutions (conditions, contrats, parcours prédéfinis, standardisation)

Modalités organisationnelles freins d'accès (@, files, disparition guichets, téléphone, ...), re-bureaucratisation (encodages, traitements, procédures), pression & tensions, preuves, allongement délais décision, réorientations, dilution responsabilités

Diversité, complexité, coordinations réglementations & normes, intervenants & services

Reconfiguration Sécurité sociale

→ complexification, contractualisation, responsabilisation, activation

III. Analyse des parcours socio-administratifs

Parcours socio-administratifs et parcours de vie

Changements de statuts (risques sociaux, événements familiaux, transitions, normes activation) **plus fréquents et précarisants**

« **Entre deux** » et « **Espace de précarités** »

Discriminations (langue, langage administratif, situation administrative, âge, origine étrangère, couleur de peau, sexe, ...), différences de traitement et effets de sélections

III. Analyse des parcours socio-administratifs

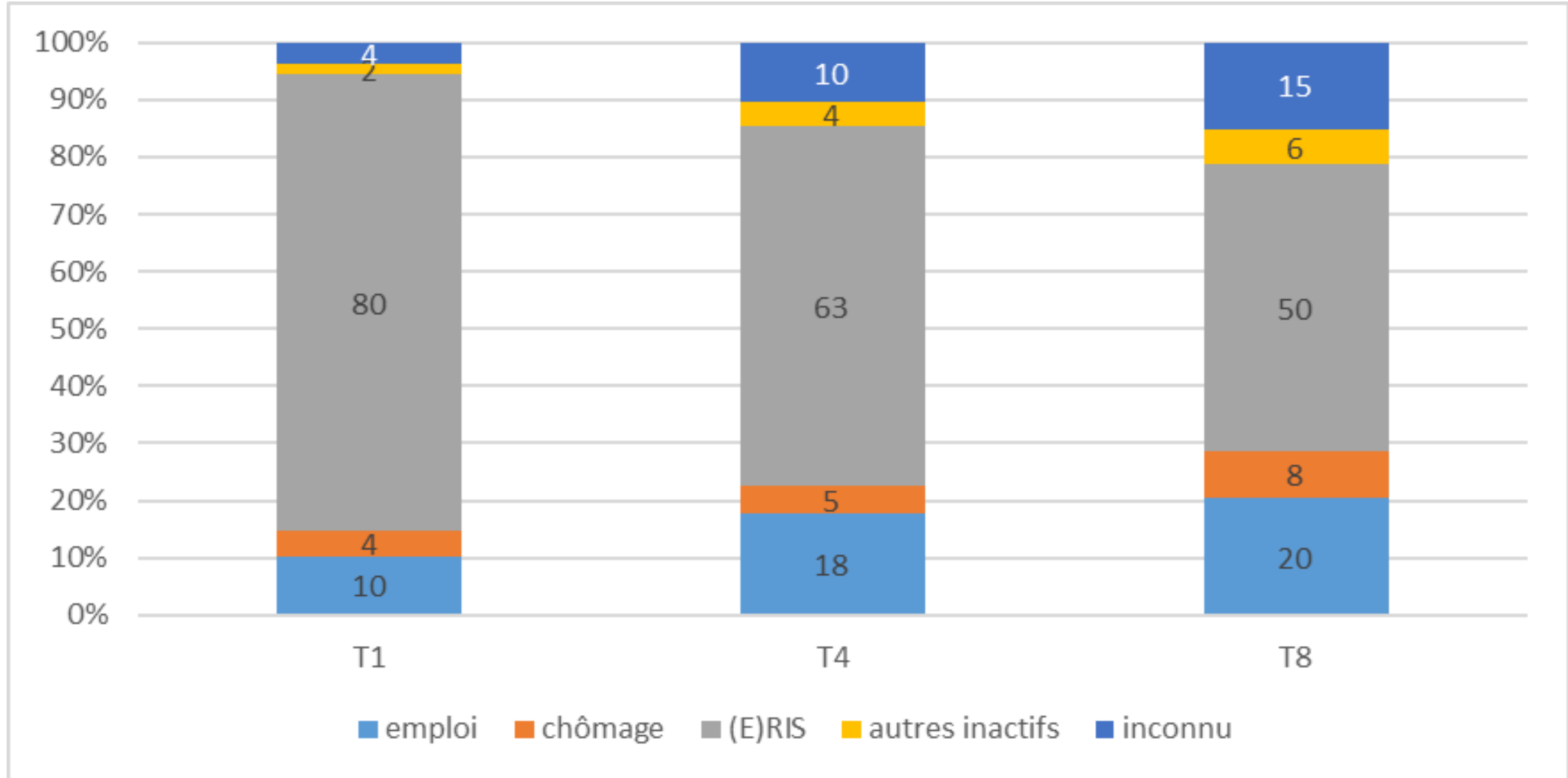
Analyse **qualitative** globale et exploratoire complétée par analyses **quantitative** de 3 groupes « vulnérables »

Parcours de plus en plus instables

→ confirmation « **espace de précarités** » renforcé

III. Analyse des parcours socio-administratifs

Groupe III : Répartition des bénéficiaires d'un (équivalent au) revenu d'intégration en Région bruxelloise au quatrième trimestre 2010 selon leur PSE au premier (T1), quatrième trimestres (T4) de 2011 et au 8^{ème} trimestre de 2012 (T8) (N = 31 831)



Source : BCSS-DWH marché du travail et protection sociale ; calculs Observatoire de la Santé et du Social de Bruxelles

III. Analyse des parcours socio-administratifs

Profils des nouveaux bénéficiaire d'un revenu d'intégration sociale - situation socio-économique le mois précédent l'octroi du RIS

| 2004-2013 | Travail | Chômage | Revenu de remplacement | Aide sociale Equivalente | Autres situations | TOTAL |
|--------------|---------|---------|------------------------|--------------------------|-------------------|--------|
| NOUVEAUX RIS | 18,0% | 10,6% | 13,7% | 7,8% | 49,9% | 100% |
| | 50053 | 29495 | 38138 | 21877 | 139259 | 278822 |

Source : SPP Intégration sociale, Focus « Situation avant le RIS », Numéro 15, Juin 2016

Autres situations « personnes qui n'étaient présentes ni sur le marché du travail, ni dans un système de protection sociale. Il s'agit ici « de personnes sans ressources suite à un changement de situation personnelle (séparation, départ du domicile parental, ...) ; de jeunes sans droit aux allocations familiales ; de ressortissants étrangers tels les réfugiés reconnus mais aussi de certains ressortissants européens ; ou d'autres situations (sans-abri, retour en Belgique, sortie de prison, ...) ».

III. Analyse des parcours socio-administratifs

Indicateurs **non-recours potentiel** ?

Nombre **nouvelles demandes** ?

Proportion de refus ? **Motifs** de refus ?

Nombre et répartition des décisions négatives relatives à une première demande d'allocations de remplacement de revenus (ARR), allocation d'intégration (AI) et APA par motif 2011-2015

| | ARR-AI | APA |
|---|---------------|-------|
| Rejet médical | 5541 = 42% | 1.218 |
| Renseignement complémentaire manque (pas de réaction) | 3716 = 28% | 1.999 |
| Revenus trop élevés | 2142 = 16% | 2.425 |
| Ne s'est pas présenté aux Consult médic. | 488 = 4% | 160 |
| Rejet nationalité | 425 = 3% | 73 |
| Cerficat médical Supplémentaire manque | 309 = 2% | 38 |
| Décédé lors de la situation | 264 = 2% | 633 |
| Age irrecevable - 20 ans | 159=1% | |
| Désistement administratif | 115=1% | 230 |
| Autres (radié d'office, désistement médical, ...) | 83=1% | |
| Total | 13 242 = 100% | |

Source: SPF Sécurité sociale, DG Personnes Handicapées.

III. Analyse des parcours socio-administratifs

Mouvement général de précarisations

allongement durée « entre-deux » statuts
instabilité statuts = instabilité revenus & pauvreté monétaire
dégradation des situations de vie (logement, santé, ...)
invisibilisation des personnes en droits et en chiffres

Poids relations interinstitutionnelles

coordinations internes et externes
dynamiques d'évitements et de dépendances
réformes et transferts compétences

III. Analyse des parcours socio-administratifs

TOUT acteur participe à l'effectivité des droits sociaux acteurs coopérants (mutualités, syndicats, ...), pouvoirs locaux et communes, acteurs associatifs & privés (employeurs, secrétariats sociaux, sous-traitants, ...), autres acteurs publics & privés (justice, intérieur, BCSS et SMALS)

Durcissement « droits sociaux fondamentaux » et **asymétrie croissante**

Pratiques proactives existantes *outreaching*, accompagnement physique, psychologique et sur Internet, expliquer, « ne pas suivre les procédures », réseaux interinstitutionnels, production d'actes administratifs, vérifier, analyser, coacher, temps, écrire des lettres, ...

IV. Enjeux de l'automatisation et recommandations

Confusion **e-Government** et automatisation : **toujours une demande**

Objectifs simplification, efficacité, disponibilité, rapidité, anticipation, réaction, proactivité

> <

Sur le terrain difficultés concrètes pour ayants-droit & intervenants

Quelques limites de l'e-Government

Dématérialisation et sous-estimation : fracture numérique, savoir-faire (utilisation, interfaces, updates, ...), matériel, coûts connexions @

Dématérialisation et restriction de l'accès : information, lieux, demande, suivi, preuves, attestations

Dématérialisation et régularisation administrative : « blocages », erreurs, absence preuves, non traitement, sous-traitance,, non concordance, information erronée en chaîne, fermeture des droits

Défis actuels et futurs

Analyses situations : moment T, réglementations et codes, application changements (statuts, lois, systèmes, transferts de compétences, ...), coordination, centralisation, validité informations

Veille législative et administrative & **importance** accueil, données (nouvelles demandes, refus, motifs refus, profils, ...)

Asymétrie et **réflexivité** : quelles manières d'évaluer, quelles modalités, quelles situations et avec quels impacts ?

Equité et effectivité des droits **versus** augmentation des dispositifs ciblés

Précarisation, surexposition **CPAS** & nombre croissant Bruxellois.e.s en pauvretés

Enjeux techniques et éthiques futurs

Eviter précarisations accentuées

Défis de qualification et de visibilisation : situation réelle, situation juridique, situation administrative et codes

Complexités et défis d'analyse : rôles et erreurs des algorithmes ?

Objectifs automatisation transferts de données ? Octroi, simplification, proactivité, contrôle et lutte contre la fraude ?

Vers une gouvernamentalité algorithmique ? (Rouvoy et Berns, 2013)

Merci pour votre attention

Lien vers le rapport complet

[Aperçus du non-recours aux droits sociaux en Région bruxelloise](#)

Lien vers les [Regards croisés](#)

de la Fédération des CPAS bruxellois; la Fédération des Services Sociaux Bicommunautaires; la Société du Logement de la Région de Bruxelles-capitale; Infor GazElec; la Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique, la Confédération des syndicats chrétiens, la Fédération Générale du Travail de Belgique; l'Observatoire Bruxellois de l'Emploi; Smart; Solidaris; Medimmigrant; Médecins du monde; la Fédération bruxelloise francophone des institutions pour toxicomanes; la Fédération bruxelloise des institutions pour détenus et ex-détenus et le Forum Bruxelles contre les inégalités

Pour toute question : Inoel@ccc.brussels & www.ccc-ggc.brussels



OBSERVATOIRE
DE LA SANTÉ ET DU SOCIAL
BRUXELLES



OBSERVATORIUM
VOOR GEZONDHEID EN WELZIJN
BRUSSEL



Bibliographie

- Bouckaert N. & Schokkaert E. (2011) « Une première évaluation du non-recours au revenu d'intégration sociale » in *Revue belge de sécurité sociale*, 4/2011.
- Castel R. (2009) *La montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Seuil, coll. « La couleur des idées », 2009, 457 p.
- Dubois V. (2015) *La vie au guichet. Administrer la misère*. Paris, Editions Point, octobre 2015.
- Dumont D. (2012) *La responsabilisation des personnes sans emploi en question: Une étude critique de la contractualisation des prestations sociales en droit belge de l'assurance chômage et de l'aide sociale*, 2012, la Charte.
- Eurofound (2015) *Access to social benefits: Reducing non-take-up*. Publications Office of the European Union, Luxembourg.
- Funck J.-F. (2014) *Droit de la sécurité sociale*, Groupe Larcier s.a., Bruxelles.
- Hibou B. (2012) *La bureaucratisation du monde à l'ère néolibérale*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2012.
- Koubi (2013) « Services en ligne et droits sociaux » in *Informations sociales*, Gérer les droits sociaux 2013/4, n°178 :, pp. 44-51.
- Noël L. & Luyten S. (2016) « Femmes, précarités et pauvreté en Région de Bruxelles-Capitale. Des conjonctions de rapports sociaux vers des situations de précarisation effective de femmes » in Pannecoucke I., Lahaye W., Vranken J. & Van Rossem R. (Eds.), *Pauvreté en Belgique*, Annuaire 2016, Academia Press, Gand, pp. 47-70.
- Observatoire DEs NON REcours aux Droits et Services – ODENORE (2010) *Le non-recours : définition et typologies*, Odenore, Juin 2010.
- Rouvoy, A. et Berns T. (2013) Gouvernamentalité algorithmique et perspectives d'émancipation. Le disparate comme condition d'individuation par la relation ? In *Réseaux* 2013/1 (n° 177), pages 163 à 196
- Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale (2013b) *Automatisation de droits qui relèvent de la compétence de l'Etat fédéral*. Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, Bruxelles.
- Steenssens K. (2014) « L'action proactive comme moyen de lutte contre la sous-protection sociale. Une exploration des concepts et du contexte politique actuel » in *Revue belge de sécurité sociale*, vol.56 (1), (pp. 21-43).
- Vial B. (2010) *Mesurer le non recours : problème politique et question scientifique*, Mémoire, Sciences Po Grenoble, Grenoble.
- Warin, P. (2009). Une approche de la pauvreté par le non-recours aux droits sociaux. *Lien social et Politiques*, (61), 137–146.



Services du Collège réuni
de la Commission communautaire commune
Diensten van het Verenigd College van de
Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

OBSERVATOIRE
DE LA SANTÉ ET DU SOCIAL
BRUXELLES



OBSERVATORIUM
VOOR GEZONDHEID EN WELZIJN
BRUSSEL



RÉGION DE
BRUXELLES-
CAPITALE